Évaluation de l'impact de la crise actuelle sur les ménages dans l'éducation et la protection

- Rapport de situation du 09 janvier 2020 -

Résumé

Le secteur de l'éducation a été complètement paralysé pendant l'épisode de « peyi lock » allant de septembre à novembre 2019 à cause, d'un côté, de l'insécurité rampante dans les milieux urbains et en bas Artibonite, et de la dégradation des moyens financiers des parents dans les milieux ruraux de l'autre. Si l'annonce de l'opposition de ne plus perturber les activités scolaires est salutaire, une approche multisectorielle est nécessaire afin de limiter les effets négatifs sur l'éducation causés par la dégradation du milieu économique et de l'insécurité alimentaire.

1. Derniers développements de la crise politique et économique

D'un point de vue politique, la première semaine de l'année 2020 a été marquée par l'absence du Président Jovenel Moïse de la cérémonie traditionnelle de Gonaïves, ville où l'indépendance d'Haïti a été proclamée en 1804. Pour des raisons politiques et sécuritaires, le président a choisi de se rendre plutôt au Champ de Mars (Port-au-Prince) d'où il a lu ses mots de circonstance habituels. Rompant avec la tradition encore une fois, les journalistes politiques ont remarqué[1] l'absence de promesses socioéconomiques et politiques du discours du Président, et ont noté les excuses qu'il a présentées quant à l'inaccomplissement de sa promesse électorale phare sur la disponibilité nationale de l'électricité 24 heures sur 24 avant juin 2019. Le Président a justifié son échec par la présence des « forces très puissantes qui prennent toutes sortes de formes pour conserver ce système » qu'il souhaite combattre.

D'un point de vue économique, le ministre de l'économie et des finances, par intérim, Joseph Jouth, a annoncé[2] ce 2 janvier 2020 quelques chiffres clés du cadre budgétaire qui est en processus d'élaboration par le gouvernement de Jean Michel Lapin. Le ministre Jouth affirme que les prévisions de croissance pour l'exercice 2019-2020 sont autour de 0,2%, qu'il espère qu'avec la diminution des subventions accordées dans le secteur de l'énergie et la réduction considérable des franchises, cet objectif sera atteint, et que selon les chiffres dont il dispose l'économie s'est contractée de -2% pendant l'année 2019. Pour l'année 2020, le ministre prévoit un taux d'inflation de 19,1%, mais aussi une stabilité du taux de change de la gourde contre le dollar américain et des transferts d'argent directs au profit des personnes les plus vulnérables. À partir de ce cadre budgétaire, le ministre de l'économie a déclaré que le gouvernement entend adopter une série de mesures touchant le social, l'énergie et l'agriculture. Ainsi, il a annoncé pour les prochains jours l'inauguration de trois centres

[1] « Le président de la République ne fait aucune promesse pour 2020 », Le Nouvelliste, 1 janvier 2020, https://lenouvelliste.com/article/210760/le-president-de-la-republique-ne-fait-aucune-promesse-pour-2020

[2] « Cadre budgétaire : une croissance économique de -2% en 2018-2019, une prévision de 0,2% pour 2019-2020 », Le Nouvelliste, 2 janvier 2020, https://lenouvelliste.com/article/210762/cadre-budgetaire-une-croissance-economique-de-2-en-2018-2019-une-prevision-de-02-pour-2019-2020

semenciers dans les régions du Nord-Est, de l'Artibonite et du Sud, ainsi que la continuation de l'installation des pompes d'irrigation et des travaux de construction du barrage de Marion.

Impact de la crise actuelle sur l'éducation

L'éducation des enfants a été particulièrement touchée par le dernier épisode d'insécurité allant de septembre à novembre 2019 qui a coïncidé avec la rentrée scolaire. Selon une déclaration conjointe de l'UNICEF et de l'UNESCO[3] publiée le 21 novembre dernier, depuis le début du mois de septembre, les troubles politiques, les blocages de route et la montée de la violence en Haïti ont réduit considérablement l'accès aux services sociaux de base, notamment aux écoles et aux universités. Selon le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (MENFP)[4], 70% des écoles du pays ont été fermées, ce qui a signifié que plus de trois millions d'enfants n'ont pas pu commencer ou poursuivre leur éducation jusqu'à la date du 21 novembre. La déclaration onusienne ajoute que 50 jours de cours sur un total de 189 jours prévus pour l'année scolaire 2019-2020 ont été perdus, créant un déficit énorme d'apprentissage pour les élèves et les étudiants.

En plus de jours d'école perdus, une ONG internationale travaillant dans l'éducation informe que des écoles, élèves et professeurs ont été menacés pendant la période du « peyi lock », pour cause de subversion du blocus imposé par les protestataires. À Port-au-Prince, seulement 22% des écoliers ont pu être scolarisés dû à la décision du MENFP de fermer certains établissements publics, ce qui a incité des établissements privés à faire de même. Si certaines écoles de la capitale ont fait semblant de fermer, tout en exigeant aux écoliers de s'y rendre en tenue civile plutôt qu'en uniforme, certains parents n'ont pas voulu envoyer leurs enfants à cause des barricades sur les routes et de l'insécurité. Une maternelle de Pétion-Ville, accueillant surtout des enfants des classes plus aisées et des ressortissants étrangers, a fermé ses portes pendant plusieurs semaines en octobre dernier à cause des pneus enflammés dans la rue menant vers l'établissement placés par des manifestants. Les protestataires voulaient ainsi marquer leur indignation sur le fait que les enfants des classes aisées ne soient pas autant affectés que les leurs par la crise socioéconomique. Pour répondre à ces menaces, le ministre de l'éducation a également annoncé le 11 décembre la mise en place d'un plan national de sécurité, mais sans fournir plus de détails[5].

En outre, le ministre de l'éducation a annoncé une circulaire qui informe qu'aucune école ne peut demander à un parent des frais pour un service non rendu. Cette communication visait à calmer les inquiétudes des parents qui craignent une répétition de la situation de septembre-novembre, quand les écoles n'ont pas voulu rembourser les parents pour les dizaines de jours perdus à cause du « peyi lock ». Des parents plus vulnérables sur le plan socio-économique ont cessé d'envoyer leurs enfants à l'école puisque les fonds de la famille ont été redistribués pour répondre à des besoins plus fondamentaux, tels que la nourriture, le loyer et le transport pour se rendre au lieu de travail des parents.

---

[3] « L'UNICEF et l'UNESCO appellent à l'ouverture des écoles, au respect du droit à l'éducation et à la continuité de l'éducation des enfants et des jeunes haïtiens », Déclaration conjointe de l'UNICEF et de l'UNESCO, 21 novembre 2019, https://www.unicef.org/haiti/communiqu%C3%A9s-de-presse/lunicef-et-lunesco-appellent-%C3%A0-louverture-des-%C3%A9coles-au-respect-du-droit-%C3%A0

[4] Ibid.

[5] « Calendaire scolaire réaménagé 2019-2020 du MENFP : 147 jours de classe et 6 jours de congé pour les écoles qui n'ont pas fonctionné durant la crise », Le National, 12 décembre 2019, http://www.lenational.org/post_free.php?elif=1_CONTENUE/societes&rebmun=3586

En province, le même acteur humanitaire informe que dans le Sud et la Grande'Anse, les taux de fréquentation scolaire étaient d'environ 78% pour les enfants qui s'étaient inscrits à des écoles situées dans des zones rurales qui n'ont pas connu d'impact direct des troubles sécuritaires. Cependant, l'impact de l'inflation croissante, de la fermeture de routes et de la hausse du prix du carburant a fait que certains parents n'ont pas envoyé leurs enfants à l'école pendant le premier trimestre car ils n'ont pas eu l'argent pour payer les frais de scolarité. Si certaines écoles ont même fermées temporairement puisque les parents n'ont pas payé les frais, certains enseignants qui n'habitaient pas à proximité n'ont pas pu se rendre au travail en raison des frais de transport élevés causés par la pénurie de carburant, tandis que le MENFP n'a pas pu payer les salaires de certains enseignants.

À Dessalines (département de l'Artibonite), l'éducation a été négativement affectée par l'insécurité et la violence engendrées par les gangs en 2019 et seulement 25% des enfants inscrits ont été scolarisés à cause de plusieurs facteurs. En effet, les menaces des gangs ciblant certaines écoles ont conduit des directeurs à prendre la décision de garder les écoles fermées. Puis, un nombre d'écoles ont fermé leurs portes définitivement en raison du manque de viabilité financière, des familles entières ayant quitté la zone à cause de la violence, du manque d'opportunités économiques, de l'augmentation des prix des produits de base et du carburant, de l'inflation, et de la fermeture des routes. Enfin, les enseignants ont refusé de se rendre au travail à cause du défaut de paiement des arriérés de salaires, des coûts élevés de transport pour ceux qui ne vivent pas à proximité immédiate de l'école, ainsi qu'à cause de l'augmentation générale du prix des produits de base.

L'acteur souligne ainsi que, si dans le milieu urbain c'est la dégradation du milieu sécuritaire qui empêche les enfants de se rendre à l'école, dans le milieu rural ce sont plutôt des causes financières qui affectent le déroulement habituel de la scolarisation des enfants. Sur le long terme, les lycéens craignent qu'ils ne puissent plus finir à temps puisqu'ils ont raté un nombre élevé de jours de cours, tandis que les plus jeunes sont traumatisés par la violence dont ils ont été témoins dans les rues.

Selon la déclaration conjointe UNICEF et UNESCO[6], les trois millions d'enfants déscolarisés pendant la crise s'ajoutent au nombre déjà élevé de 500.000 enfants âgés de 5 à 18 ans en dehors du système scolaire. Ces enfants exposés à la violence sont à risque de développer des troubles psychologiques sur le moyen et long terme puisque l'école a le mérite d'offrir un environnement protecteur aux enfants, surtout à ceux issus des milieux défavorisés qui sont les plus vulnérables. De plus, pendant le « peyi lock », des centaines de milliers d'élèves n'ont pas reçu le repas chaud quotidien offert par certains acteurs humanitaires à travers les cantines scolaires, parfois le seul repas auquel ils ont accès chaque jour. Le Global Partnership for Education a annoncé que 140.000 élèves font partie de son programme de cantines scolaires[7], tandis que le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a annoncé que 300.000 élèves de 1.200 écoles à travers le pays ont été ciblés pour intégrer les cantines scolaires en 2019, mais que les livraisons de vivres ont été perturbées pendant les mois de septembre et octobre et que les écoles situées dans le sud d'Haïti ont été particulièrement touchées par la situation

[6] « L'UNICEF et l'UNESCO appellent à l'ouverture des écoles, au respect du droit à l'éducation et à la continuité de l'éducation des enfants et des jeunes haïtiens », Déclaration conjointe de l'UNICEF et de l'UNESCO, 21 novembre 2019, https://www.unicef.org/haiti/communiqu%C3%A9s-de-presse/lunicef-et-lunesco-appellent-%C3%A0-louverture-des-%C3%A9coles-au-respect-du-droit-%C3%A0

[7] Nesmy Manigat, « Let Haiti's children return to school », Global Partnership for Education, 1 novembre 2019, https://www.globalpartnership.org/blog/let-haitis-children-return-school

sécuritaire[8]. Néanmoins, depuis le début de l'année scolaire et malgré le contexte sécuritaire, le PAM a livré 1.247 tonnes métriques de vivres à 910 écoles pour 222.163 écoliers, équivalent à 77% du nombre total d'écoles ciblées[9].

Pour répondre aux conséquences de la crise sur le système scolaire, le MENP a publié un plan d'intervention pour la période de décembre 2019 à juillet 2020. Ce plan vise six objectifs, incluant l'organisation d'une campagne de sensibilisation sur le droit à l'éducation, le remaniement du calendrier scolaire 2019-2020 et un appui psychosocial pour les élèves, enseignants et autre personnel académique[10]. Le MENFP estime que la réalisation de ce plan nécessitera un appui financier de plus de 630 millions de gourdes (soit près de 6,7 millions USD). Le calendrier scolaire réaménagé pour l'année 2019-2020[11] (voir Figure 1) présenté le 11 décembre par le MENP est applicable seulement aux écoles qui ont été touchées par les troubles sociopolitiques. Dans ce nouveau calendrier, les jours de classe passent de 189 jours à 147 jours, tandis que le nombre de jours de congés passe de 11 à 6. Le ministre de l'éducation Pierre Josué Agénor Cadet a également assuré que rien ne sera enlevé du programme scolaire à compétence minima et que le focus sera mis sur les idées essentielles. Ce nouvel agencement repoussera la période de contrôle des compétences à juillet 2020, et permettra aux écoles de récupérer les jours de classe perdus durant les jours de samedi ou les vacances (par exemple, certaines écoles ont accueilli des élèves même les 23 et 25 décembre derniers).

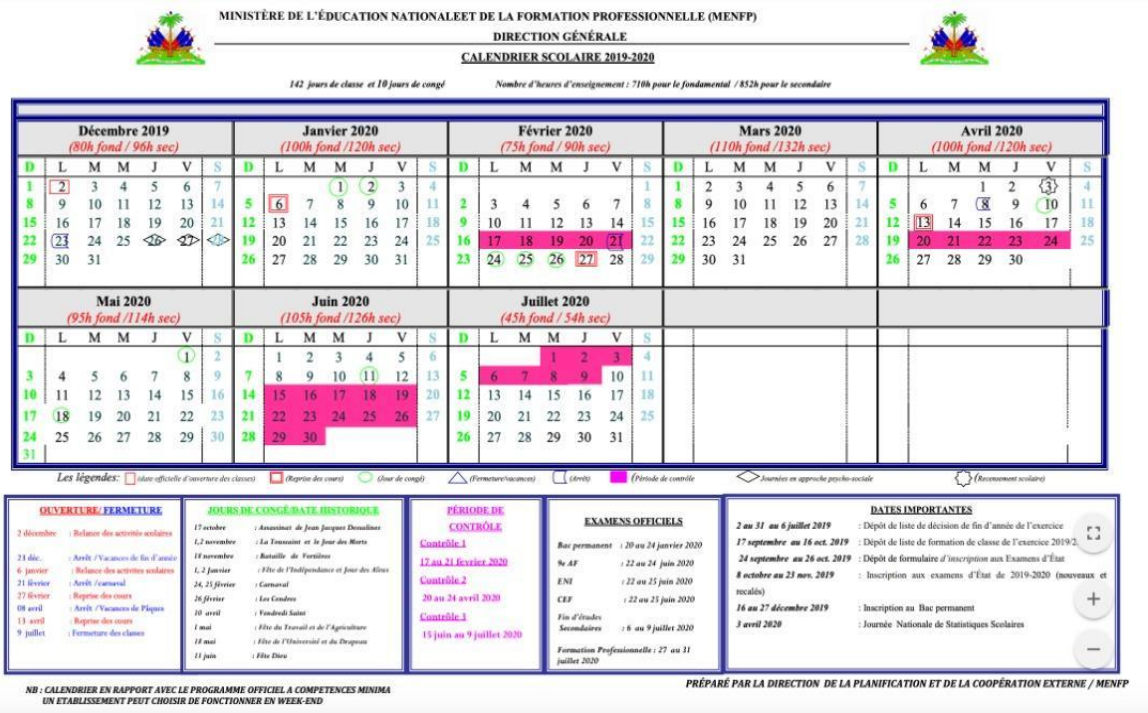

Figure 1 : Calendrier scolaire 2019-2020 revu en décembre 2019 par le MENFP

[8] « Haïti : Rapport de situation, 1 oct. 2019 », OCHA, https://reliefweb.int/report/haiti/ha-ti-rapport-de-situation-1-oct-2019

[9] « WFP Haiti Country Brief, November 2019 », PAM, https://reliefweb.int/report/haiti/wfp-haiti-country-brief-november-2019

[10] MENFP, Plan d'actions prioritaires décembre 2019-juillet 2020, publié novembre 2019.

[11] « Calendaire scolaire réaménagé 2019-2020 du MENFP : 147 jours de classe et 6 jours de congé pour les écoles qui n'ont pas fonctionné durant la crise », Le National, 12 décembre 2019, http://www.lenational.org/post_free.php?elif=1_CONTENUE/societes&rebmun=3586

Selon les déclarations du 2 janvier 2020 des deux leaders de l'opposition radicale[12], l'avocat André Michel et le sénateur Youri Latortue, ce nouveau calendrier scolaire devrait être respecté. Ainsi, l'opposition prévoit un changement de stratégie protestataire qui permettra aux élèves de se rendre à l'école normalement puisque les manifestations sont planifiées dorénavant pendant les weekends (tous les vendredis, samedis et dimanches).

Plus généralement, en ce qui concerne l'impact sur la protection des enfants pendant les épisodes d'insécurité aigüe, peu d'informations à jour sont disponibles. Cependant, UNICEF informait déjà en juin 2019 que ce secteur est largement sous-financé et que des 2 millions USD nécessaires, seulement 7% ont été couverts par les bailleurs. Concernant spécifiquement la crise sociopolitique, UNICEF fait savoir que pendant le mois de février 2019, ensemble avec l'Institut pour le Bien Être Social et la Recherche (IBESR), un suivi a été fait sur les alertes et les besoins en protection des enfants[13] et que deux centres de détention accueillant des enfants et neuf orphelinats ont reçu des livraisons d'eau potable. UNICEF avertit également que, suite à la dégradation de la situation socioéconomique et de la sécurité pendant l'année 2019, les besoins de quelques 28.000 enfants victimes ou à risque qui reçoivent déjà un appui en santé mentale et un soutien psychosocial, en plus des 1.400 enfants non-accompagnés ou séparés qui ont accès à des soins dans un milieu familial ou alternatif et adapté, risquent de ne pas être couverts en intégralité en 2020[14]. Tel que mentionné dans son plan d'actions prioritaires, le MENFP prévoit adresser la protection des enfants : par un appui psychosocial qui serait aussi offert aux enseignants, par une sensibilisation à la paix et aux pratiques non violentes, et en assurant des liens avec les services de protection de l'enfance pour une prise en charge lorsque nécessaire[15].

Conclusions et recommandations

Le secteur de l'éducation a été complètement paralysé pendant l'épisode de « peyi lock » allant de septembre à novembre 2019 dû, d'une part à l'insécurité rampante dans les milieux urbains et en bas Artibonite, et d'autre part à la dégradation des moyens financiers des parents dans les milieux ruraux. Bien que la crise sociopolitique que traverse en ce moment Haïti n'est toujours pas arrivée à sa fin, l'opposition radicale a lancé un signal positif quant à la décision d'éviter toute perturbation du calendrier scolaire pendant le reste de l'année 2020. Par contre, comme analysé dans le rapport de situation du 26 décembre 2019 portant sur la sécurité alimentaire, une des stratégies de survie des parents touchés par la hausse des prix des produits de base, du carburant et de l'inflation est de retirer les enfants de l'école et de diminuer les coûts représentés par les frais de scolarité, le transport, les matériels scolaires et l'uniforme, avec pour but la diminution des dépenses du ménage et la participation des enfants aux tâches domestiques et/ou génératrices de revenu. Par conséquent, même si la décision de l'opposition radicale de ne plus perturber le calendrier scolaire est salutaire, la période de soudure qui est déjà prévue de commencer en février, donc plus tôt que prévu, risque de mettre sous pression financière un grand nombre de ménages vulnérables, notamment dans les départements de l'Ouest, du Nord-Ouest, et dans la Grand'Anse. Sachant

[12] « L'opposition modifie ses positions : Youri Latortue et André Michel favorables à la reprises des activités scolaires », Le Nouvelliste, 2 janvier 2020, https://lenouvelliste.com/article/210764/lopposition-modifie-ses-positions-youri-latortue-et-andre-michel-favorables-a-la-reprises-des-activites-scolaires

[13] « Haiti Humanitarian Situation Report, January-June 2019 », UNICEF, 30 juin 2019, https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-humanitarian-situation-report-january-june-2019

[14] « 2020, Humanitarian Action for Children, Haiti », UNICEF, 3 décembre 2019, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2020-HAC-Haiti.pdf

[15] MENFP, Plan d'actions prioritaires décembre 2019-juillet 2020, publié novembre 2019.

que pendant le dernier épisode de « peyi lock », le PAM a déjà rencontré des perturbations dans son programme de cantines scolaires dans le Sud, il est possible que les enfants les plus démunis de cette zone soient doublement touchés dans le cas d'un nouveau blocus : ils n'auraient plus accès ni à l'éducation, ni aux repas chauds fournis par les cantines scolaires. Il est donc d'autant plus important que les ménages les plus vulnérables en sécurité alimentaire du milieu rural soient soutenus par les acteurs humanitaires pendant les mois à venir en moyens d'existence, mais aussi en transferts monétaires, pour que la pauvreté causée par l'insécurité et la dégradation économique ne se traduise pas en une pauvreté multisectorielle qui aurait des répercussions de moyen et long terme sur les enfants.

Note méthodologique

Ces rapports de situation sont le fruit d'une évaluation financée par le Start Fund à l'initiative des six membres du Start Network présents en Haïti (Solidarités International, Action Contre la Faim, Mercy Corps, Save the Children, Concern Worldwide, Humanité et Inclusion), avec l'appui du CLIO (le Cadre de Liaison Inter-Organisations en Haïti). Elle vise à apporter une réponse à la question fondamentale suivante : est-ce que derrière la crise politique, économique et sécuritaire qui traverse en ce moment Haïti se développe-t-il une crise humanitaire ? Cette réponse sera tirée de l'analyse de l'impact de la crise sur les ménages à travers une consolidation des besoins, le dégagement des tendances, et l'identification des besoins humanitaires prioritaires, afin de proposer des options de réponse contextualisées. Ainsi, un ensemble d'acteurs nationaux et internationaux, opérant dans les milieux gouvernemental, non-gouvernemental, communautaire international et privé, ont été contactés. Leurs analyses et études ont été intégrées dans ces rapports de situation, dont chacun se concentrera sur un secteur d'intervention (eau, hygiène et assainissement, et lutte contre le choléra ; sécurité alimentaire ; sécurité et accès ; éducation ; santé ; moyens existence et protection). Un rapport multisectoriel consolidé avec des analyses croisées et transversales constituera l'aboutissement de cette évaluation menée sur 45 jours.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter Leyla Mutiu à eval.crise@solidarites-haiti.org